

Règlement d'appel à candidatures

Construction d'un navire côtier en remplacement du Delphy

N°261000018

Date et heure limite de remise des candidatures : 16/03/2026 à 16h00

IFREMER

1625 route de Sainte Anne
29280 Plouzané

Procédure formalisée – procédure avec négociation

Table des matières

1. Présentation de l’Ifremer	3
2. Cadre de la consultation	4
2.1. Objet de la consultation	4
2.2. Justification du recours à la procédure avec négociation	4
2.3. Allotissement	4
2.4. Variante	4
2.5. Prestations supplémentaires éventuelles	4
2.6. Groupement	5
2.7. Sous-traitance	5
3. Conditions relatives au contrat	6
3.1. Type de marché	6
3.2. Classification CPV	6
3.3. CCAG applicable	6
3.4. Forme du marché	6
4. Déroulement de la procédure avec négociation	6
4.1. Phase candidatures	6
4.2. Phase offres	6
5. Dossier de consultation des entreprises	7
5.1. Composition du dossier de consultation	7
5.2. Modalité de retrait du dossier de consultation et de dépôt des plis	8
5.3. Condition de participation	9
5.4. Conflit d’intérêt	10
5.5. Signature	10
6. Documents à présenter au titre de la candidature	10
7. Critère de jugement des candidatures	13
8. Critère de jugement des offres	13
8.1. Prix	13
8.2. Valeur technique	13
8.3. Impact environnemental	13
9. Confidentialité	14
10. Renseignements complémentaires	14
11. Planning prévisionnel	14
12. Annexes	14

1. Présentation de l’Ifremer

Établissement public à caractère industriel et commercial, l’Ifremer est placé sous la tutelle conjointe du ministère de l’Enseignement supérieur, de la Recherche, du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, du ministère de l’Agriculture et de la souveraineté alimentaire et du secrétariat chargé de la mer.

Ses missions sont :

- Connaître, évaluer et mettre en valeur les ressources des océans et permettre leur exploitation durable ;
- Améliorer les méthodes de surveillance, de prévision d’évolution de protection et de mise en valeur du milieu marin et côtier ;
- Favoriser le développement économique du monde maritime.

Pour atteindre ces objectifs, l’Ifremer concentre son action dans les domaines suivants :

- La recherche ;
- L’expertise d’intérêt public (surveillance de l’environnement littoral et contrôle de la qualité des produits de la mer) ;
- La mise à disposition de moyens (flotte océanographique et développement technologique) ;
- Le transfert vers les entreprises et la valorisation de ses activités

Ses domaines d’activités sont :

- Surveillance, usage et mise en valeur des mers côtières ;
- Surveillance et optimisation des productions aquacoles ;
- Ressources halieutiques, exploitation durable et valorisation ;
- Exploration et exploitation des fonds océaniques ;
- Circulation et écosystèmes marins, évolution et prévision ;
- Grands équipements pour l’océanographie ;

Principales coopérations internationales :

L’Ifremer travaille en réseau avec la communauté scientifique française et internationale, et en partenariat avec des organismes de nombreux pays. La coopération de l’Ifremer est centrée sur des grands programmes internationaux, sur l’Outre-mer, sur l’International (États-Unis, Canada, Russie, Japon, Chine, Brésil, ...), et sur une politique méditerranéenne associant l’Europe à la rive Sud de la Méditerranée. Les coopérations internationales de l’Ifremer permettent un meilleur partage de la connaissance, du savoir-faire et des échanges de compétences scientifiques.

Ses actions internationales s’appuient sur :

- Une volonté de l’Union Européenne d’internationaliser la recherche européenne ;
- Une démarche internationale de l’Agence Nationale pour la Recherche ;
- Une dimension méditerranéenne croissante.

L’IFREMER en quelques chiffres :

- 1500 personnes, 2000 en incluant les filiales et laboratoires associés ;
- Budget annuel d’environ 213 M€ (hors opérations internes) ;
- 30 sites géographiques en métropole et DOM-TOM ;

2. Cadre de la consultation

2.1. Objet de la consultation

Le marché a pour objet la construction d'un navire côtier léger de travail et de surveillance en remplacement du navire existant "DELPHY" (CN 900 056) pour la station Ifremer de Port en Bessin.

Ce navire sera un navire de travail, d'observation et de surveillance, effectuant des navigations en 3ème catégorie professionnelle pleine et avec un minimum de dérogations.

Le besoin est détaillé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2.2. Justification du recours à la procédure avec négociation

En application de l'article R. 2124-3 du Code de la commande publique, il est possible de recourir à la procédure avec négociation lorsque le besoin ne peut être satisfait sans adapter des solutions immédiatement disponibles. La fourniture objet de la présente consultation n'est pas un équipement disponible sur étagère. La fourniture doit être développée selon des caractéristiques technique propre à l'acheteur. La procédure avec négociation est une procédure formalisée.

2.3. Allotissement

L'article L2113-11 du Code de la commande publique prévoit que la passation d'un marché unique est possible lorsque « la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations ». Le présent marché concerne une fourniture unique qui correspond à une prestation homogène. Le présent marché n'est donc pas alloti.

2.4. Variante

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.5. Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché comporte les prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

N°	Objet	Nature
1	Pavois basculant (article 16.1 CCTP)	Facultative
2	Motorisation des mouvements de la potence (article 16.2 CCTP)	Facultative
3	Vaigrage isolation et peinture intérieure (article 16.3 CCTP)	Facultative

Le choix de retenir ou non la/les PSE est notifié au titulaire à la notification de l'acte d'engagement.

2.6. Groupement

Le marché sera attribué :

- Soit à une entreprise individuelle,
- Soit à des entreprises groupées.

Les opérateurs économiques se constituent en groupement selon la forme qu'ils souhaitent, à savoir en groupement solidaire ou en groupement conjoint.

Pour les entreprises présentant leur candidature sous forme de groupement :

- Un des prestataires sera désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire du groupement ;
- En cas de groupement conjoint, le mandataire est obligatoirement solidaire ;
- En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser ;
- Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement ;
- Les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché (copie des habilitations à nous fournir).

Possibilité de présenter pour le(s) marché(s) public(s) plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de soumissionnaires individuels et de membres (non mandataire) d'un ou plusieurs groupements : OUI
- En qualité de membres de plusieurs groupements : OUI

2.7. Sous-traitance

Le candidat devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt d'offre par le biais du formulaire DC4 fourni par l'Ifremer.

Possibilité de présenter pour le(s) marché(s) public(s) plusieurs offres en agissant en qualité de sous-traitant : **oui**

Conformément aux articles L2193-3 et R2142-27 du Code de la commande publique, **l'Ifremer exige que les tâches essentielles du marché mentionnées ci-dessous soient effectuées directement par le titulaire (titulaire seul ou un membre du groupement) :**

- **Les missions de direction, de pilotage, de suivi de chantier, de relation avec l'armateur et de coordination et de relations avec l'administration et la classe pour l'approbation du navire ;**
- **La structure aluminium.**

3. Conditions relatives au contrat

3.1. Type de marché

Le marché objet de la présente consultation est un marché de fourniture.

3.2. Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est : 34500000-2 Navires et bateaux.

3.3. CCAG applicable

Le présent marché fera référence au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics industriels approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-MI).

3.4. Forme du marché

Le présent marché sera conclu à **prix global et forfaitaire**.

4. Déroulement de la procédure avec négociation

4.1. Phase candidatures

L'Ifremer examine les candidatures et sélectionne les candidats admis à participer à la phase offres de la procédure avec négociations.

L'Ifremer exclura de la procédure :

- Les dossiers arrivés hors délais,
- Un candidat se trouvant dans un cas d'interdiction de soumissionner,
- Les dossiers qui ne respectent pas le formalisme imposé par la consultation,
- Un candidat ne satisfaisant pas aux conditions de participation fixées par le pouvoir adjudicateur ou ne pouvant produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

Le nombre de candidats admis à participer à la phase offres est fixé à TROIS (3). En cas d'insuffisance de candidatures, le nombre des candidats admis pourra être minoré, un seul candidat pourra alors être suffisant pour entamer la phase des offres. Les candidats non retenus seront informés de la décision les concernant.

4.2. Phase offres

Les candidats sélectionnés seront simultanément invités, par écrit, à participer à la phase offres.

Les candidats auront au moins 30 jours calendaires à compter de l'invitation à soumissionner pour déposer une offre initiale.

L'Ifremer se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

Si l'Ifremer entame des négociations, celles-ci se dérouleront selon les modalités suivantes :

- Les candidats seront consultés et entendus dans des conditions de stricte égalité.
- L'Ifremer pourra demander à chacun des candidats admis à la phase offres de compléter, de préciser, voire de modifier sa proposition. À cet égard, il est précisé que:
 - Au cours de la phase offres, le pouvoir adjudicateur peut négocier avec les candidats retenus le contenu de leur offre ainsi que tous les aspects du marché, aussi bien fonctionnels, techniques, méthodologiques, juridiques que financiers, à l'exception des exigences minimales et des critères de sélection des offres.
 - L'Ifremer s'interdit de communiquer aux autres candidats des informations confidentielles communiquées comme telles par un candidat dans le cadre de la discussion, sans l'accord de celui-ci (il appartiendra aux candidats de préciser les éléments de leur proposition qui relèvent de la confidentialité) ;
 - Les négociations se dérouleront dans le respect des principes de transparence, d'égalité de traitement des candidats et du respect du secret industriel et commercial.
 - Des rencontres pourront être organisées avec chaque candidat ayant déposé une offre. Les candidats seront informés des modalités de cette discussion dans l'invitation à négocier.
 - Des échanges au moyen de la plateforme de dématérialisation PLACE (www.marches-publics.gouv.fr) pourront s'en suivre.

L'Ifremer se réserve le droit de réduire à DEUX (2) le nombre des offres présentées par les candidats participant aux négociations en appliquant le mode de sélection des offres telles qu'énumérées à l'article 7 ci-dessous.

Les soumissionnaires non admis à participer à la remise de l'offre suivante en sont informés par l'Ifremer.

Dès lors qu'il estime que la négociation est arrivée à son terme, l'Ifremer en informe les candidats qui ont participé à toutes les phases des négociations et les invite à remettre leur offre finale. Ces offres devront comprendre tous les éléments requis et nécessaires pour la conclusion du marché.

5. Dossier de consultation des entreprises

5.1. Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation se compose des documents suivants :

- Règlement de l'appel à candidatures (RAC) ;
- Annexe 1 : Déclaration de candidature (DC1) ;
- Annexe 2 : Modèle d'habilitation du mandataire par ses cotraitants ;
- Annexe 3 : Cadre de réponse pour la candidature ;
- Annexe 4 : Déclaration sur l'honneur ;

- Annexe 5 : Cadre de réponse pour l'offre (**phase 2**) ;
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Acte d'engagement.

Les documents CCTP, CCAP et annexe 5 pourront être modifiés entre la phase candidatures et la phase offres, à condition que ces modifications ne soient pas substantielles.

5.2. Modalité de retrait du dossier de consultation et de dépôt des plis

Les offres papier sont interdites. Le candidat doit transmettre **SA CANDIDATURE PUIS SON OFFRE PAR VOIE DEMATERIALISEE SUR LE SITE DE LA PLATEFORME DES ACHATS DE L'ETAT « PLACE »**

Le candidat doit se rendre sur le site Internet :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Cette plate-forme de dématérialisation permet de :

- télécharger le dossier de consultation des entreprises, objet de la mise en concurrence, en acceptant les conditions d'accès et d'utilisation de la plate-forme (prérequis techniques, ...)
- poser des questions au pouvoir adjudicateur sur le dossier de consultation avant la remise des offres,
- répondre par voie électronique à la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique (sur la boîte mail de l'utilisateur inscrit) donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur. L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la plateforme ne sont pas traités comme des courriels indésirables ou des spams.

Présentation des dossiers et format des fichiers.

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image .jpg, .png et de documents .html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ; Macros ; ActiveX, Applets, scripts, etc.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai. La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre. Par exemple, en disposant d'une bande passante effective de 128 kbps, une minute est nécessaire pour télécharger un fichier de 1 Mo.

Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Copie de sauvegarde autorisée

Conformément à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique, le candidat qui envoie son offre par voie électronique peut également transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-ROM, DVS-ROM, clé USB) ou sur support papier. Si le candidat choisit le support papier, il devra envoyer sa copie exclusivement sous ce format.

Cette copie de sauvegarde doit parvenir à l'IFREMER à date limite de remise des offres indiquées dans la publicité et en page de garde du présent règlement de la consultation.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde » AINSI que les mentions indiquées dans l'encadré ci-dessous.

La copie de sauvegarde doit être envoyée à l'adresse suivante :

Par courrier recommandé avec A.R. à :
IFREMER
DAJF/Cellule Marchés
1625 route Sainte-Anne
CS10070
29280 PLOUZANE

La copie de sauvegarde, parvenue dans les délais de remise des offres, sera ouverte si la candidature ou l'offre transmise par voie électronique :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

5.3. Condition de participation

Pour que sa candidature soit admise, le candidat doit répondre aux obligations suivantes :

- Le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L2141-5 et L.2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique.
- Le candidat respecte les obligations du code du travail définie aux articles L.5212-1 à L. 5212-11.

- En application de l'article L. 2153-1 du code de la commande publique, le candidat doit être ressortissant d'un Etat partie à l'Accord sur les Marchés Publics (AMP) ou un autre accord international équivalent auquel l'Union européenne est partie.

5.4. Conflit d'intérêt

Le candidat au marché s'engage à avertir le Ifremer de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts. Il s'agit de toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché.

5.5. Signature

Pour tous les documents pour lesquels une signature du candidat est exigée, la signature doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat.

Cette personne est :

- Soit le représentant légal du candidat,
- Soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat.

6. Documents à présenter au titre de la candidature

Les candidatures doivent être présentées en langue française.

Au titre de sa candidature, le candidat doit fournir les documents suivants :

Situation propre aux opérateurs économiques :	Document à compléter
1- Lettre de candidature indiquant si l'entreprise candidate au marché se présente seule ou en groupement d'entreprise. Le document est disponible en annexe n°1 au règlement d'appel à candidatures ou sur le lien suivant : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat	Annexe 1
2- En cas de groupement : habilitation du mandataire signé par tous les cotraitants.	Annexe 2 ou à fournir par le candidat
3- Justificatif de la qualité du signataire ou délégation de pouvoir identifiant la personne habilitée à engager la société (pour le candidat unique ou chaque membre du groupement). Ces documents ne sont pas obligatoires au stade de la candidature. A défaut de transmission, ces documents devront être obligatoirement transmis lors de l'attribution du marché.	A fournir par le candidat
4- Déclaration sur l'honneur signée	Annexe 4
5- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.	A fournir par le candidat
6- Présentation générale de la société	Annexe 3, Onglet 1
Capacités du candidat	
1- Capacité financière	Annexe 3, onglet 1
2- Référence du chantier	Annexe 3, onglet 2
3- Référence du BE	Annexe 3, onglet 3
4- Capacité industrielle	Annexe 3, onglet 4
5- Gestion de projet	Annexe 3, onglet 4
6- QHCSR	Annexe 3, onglet 5
7- Présentation des garanties bancaires mises en place par le candidat (le cas échéant)	A fournir par le candidat

Les membres du groupement et les sous-traitants doivent également transmettre les informations relatives à leurs capacités financière, professionnelle et technique (annexe 3).

Document unique de marché européen

En application des dispositions de l'article R2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en lieu et place des documents DC1 et DC2 mentionnés ci-dessus.

Le service permettant de remplir le DUME est disponible à l'une des adresses suivantes :

- Service mis à disposition par l'Etat via : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>
- Service mis à disposition par la Commission européenne : <https://ec.europa.eu/tools/espd>.

Le candidat devra néanmoins fournir toutes les informations et justificatifs demandés ci-dessus permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

Informations disponibles en ligne

Conformément aux dispositions de l'article R2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur public peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figure dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Conditions d'appréciation d'une candidature groupée

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises (personnes morales ou entreprises individuelles) ou recourir à la sous-traitance. L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale : il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché. Néanmoins, dans ce cas, chaque entreprise constituant le groupement devra fournir l'ensemble des documents et renseignements relatifs à la candidature demandée dans l'avis de publicité et le présent règlement de consultation. Il en est de même en cas de sous-traitance.

Régularisation des candidatures

En application de l'article R2144-2 du Code la commande publique, l'Ifremer se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous

7. Critères de jugement des candidatures

La qualité des candidatures sera jugée à partir des éléments fournis dans le cadre de réponse (annexe 3).

Les critères de sélection des candidatures sont indiqués dans l'annexe 3 « cadre de réponse CANDIDATURE » à l'onglet « Phase1_analyse des candidatures ».

La pondération de chaque critère est indiquée pour l'attribution d'une note totale sur 100 points.

A l'issue de la phase de la procédure de sélection, **TROIS (3) candidatures seront retenues.**

En cas d'insuffisance de candidatures, le nombre des candidats admis pourra être minoré, un seul candidat pourra alors être suffisant pour entamer la phase des offres. Les candidats non retenus seront informés de la décision les concernant.

En cas d'égalité des notes, l'Ifremer retient le candidat ayant obtenu la meilleure moyenne entre les notes références du chantier et référence du BE.

Une candidature qui n'obtient pas la note minimale de 10/20 est écartée.

8. Critères de jugement des offres

L'Ifremer retiendra l'offre la plus avantageuse, en fonction des critères pondérés définis ci-après :

- Le critère **prix** : 40% de la note finale ;
- Le critère **valeur technique** : 50% de la note finale ;
- Le critère **impact environnemental** : 10 % de la note finale.

Chaque critère sera noté sur 20 points puis pondéré.

En cas d'égalité des notes, l'Ifremer retient le candidat obtenant la meilleure note au critère valeur technique.

8.1. Prix

La note prix est calculée à partir du montant total HT du marché indiqué à l'acte d'engagement (hors PSE). La note maximale de 20 est attribuée au candidat qui présente le montant total HT le moins élevé. Les notes des autres candidats sont attribuées selon la formule indiquée ci-dessous :

$NP = 20 \times (\text{montant total HT le moins disant} / \text{montant total HT de l'offre analysée})$

8.2. Valeur technique

La note valeur technique est notée sur 270 points rapportés à 20 points sur la base des critères indiqués dans l'annexe 5 « cadre de réponse OFFRE », onglet « phase 2 – Valeur technique de l'offre ».

8.3. Impact environnemental

La note impact environnemental est notée sur 20 points sur la base du critère indiquée dans l'annexe 5 « cadre de réponse phase offre », onglet « phase 2 – Impact environnemental »

9. Confidentialité

Le candidat s'engage à ne pas utiliser les informations fournies par l'Ifremer dans un autre but que son offre. Le candidat s'engage à ne pas divulguer les informations et les documents fournis par l'Ifremer et à ne pas communiquer avec une autre personne que ce dernier, sans son autorisation préalable.

10. Renseignements complémentaires

Les réponses par téléphone ne concerneront que des questions élémentaires. S'agissant de questions plus poussées d'ordre technique ou administratif, les candidats doivent obligatoirement poser leurs questions sur la plate-forme de dématérialisation PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

En cas de difficultés d'accès à la plateforme, le candidat peut contacter la Cellule Marchés de l'Ifremer à l'adresse suivante : cellule.marche@ifremer.fr / 02 98 22 46 96

11. Planning prévisionnel

Envoi de l'avis de publicité	10/02/2026
Remise des candidatures	16/03/2026
Envoi aux candidats sélectionnés de l'invitation à remettre une offre initiale	Avril 2026
Remise des offres initiales	Mai 2026
Négociations	Mai/juin 2026
Remise des offres finales	Juin 2026
Attribution du marché	Juillet 2026

Ce planning n'est pas définitif et sera amené à évoluer.

12. Annexes

- Annexe 1 : Déclaration de candidature (DC1)
- Annexe 2 : Modèle habilitation du mandataire
- Annexe 3 : Cadre de réponse pour la candidature
- Annexe 4 : Déclaration sur l'honneur (DH)
- Annexe 5 : Cadre de réponse pour l'offre